

ASSEMBLÉE NATIONALE

10 juillet 2023

INDUSTRIE VERTE - (N° 1512)

Commission	
Gouvernement	

RETIRÉ AVANT DISCUSSION**AMENDEMENT**

N ° 69

présenté par

M. Taite, M. Cinieri, Mme Valentin, Mme Bazin-Malgras, Mme Corneloup, M. Ray, M. Vatin,
M. Dubois, M. Fabrice Brun, M. Brigand, Mme Petex-Levet, M. Bazin, Mme Louwagie,
Mme Anthoine et M. Boucard

ARTICLE 13

Après l'alinéa 7, insérer l'alinéa suivant :

« – la même deuxième phrase est complétée par les mots : « et des mobilités partagées et actives » ;

EXPOSÉ SOMMAIRE

Les mobilités actives et partagées constituent des vecteurs clés de la décarbonation des transports terrestres. Elles sont un levier majeur en vue de répondre au double défi de la transition écologique et de l'accessibilité des solutions de mobilités vertueuses. La modification des pratiques de mobilité, au niveau des collectivités territoriales, de l'Etat et des administrations, doit permettre de réduire la consommation d'énergie de 10%. Afin d'accélérer la transition écologique des mobilités et accompagner les acteurs publics dans cette démarche, les mobilités partagées, douces et actives, représentent élément de réponse majeur. En effet, chaque voiture louée et partagée remplace l'équivalent de 8 voitures en circulation, favorisant une logique d'usage et de mobilité durable entraînant la diminution de la congestion en zone urbaine. Portés par les technologies du numérique, mais aussi par des usages multimodaux, les services de la mobilité agissent au service de la transformation des pratiques de mobilités et de la promotion de nouveaux comportements vertueux.

Alors que le champ d'application des schémas de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables est élargi et clarifié, le présent amendement vise à intégrer aux objectifs de politique d'achat des prérogatives en termes de transition des mobilités.